

Arrêt

n° 148 350 du 23 juin 2015
dans l'affaire X / III

En cause : X,

Ayant élu domicile : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative.

LE PRESIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 28 février 2015 par X, de nationalité marocaine, tendant à l'annulation de « *la décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire Annexe 20 prise par l'Office des Etrangers en date du 3 février 2015 notifiée le 3 février 2015* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu l'ordonnance X du 12 mars 2015 portant détermination du droit de rôle.

Vu le mémoire en réponse et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 20 mai 2015 convoquant les parties à comparaître le 16 juin 2015.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. KALIN loco Me P. LYDAKIS, avocat, qui comparaît pour le requérant, et Me C. COUSSEMENT loco Me D. MATRAY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date indéterminée.

1.2. Le 8 janvier 2014, il a introduit une demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union en sa qualité de descendant de belge, laquelle a fait l'objet d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, sous la forme d'une annexe 20, prise le 7 juillet 2014.

1.3. Le 4 août 2014, il a introduit une nouvelle demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union en sa qualité de descendant de belge.

1.4. Le 3 février 2015, la partie défenderesse a pris une décision de refus de séjour de plus de trois mois avec ordre de quitter le territoire, sous la forme d'une annexe 20, laquelle a été notifiée au requérant en date du 3 février 2015.

Cette décision constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« En exécution de l'article 52, § 4, alinéa 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, la demande d'attestation d'enregistrement ou de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union ou de carte d'identité d'étrangers¹ introduite en date du 04.08.2014, par :

[...]

est refusée au motif que :²

- l'intéressé(e) ne remplit pas les conditions requises pour bénéficier du droit de séjour de plus de trois mois en qualité de membre de la famille d'un citoyen de l'Union :

Bien que les revenus de son père belge rejoint et de sa maman atteignent les 120 % du revenu d'intégration sociale, l'intéressé ne démontre pas suffisamment être à charge de son père I.M.B.. Il produit une déclaration sur l'honneur (21/07/2014) de son père et des extraits de compte bancaire indiquant que son père lui a versé de l'argent. La déclaration sur l'honneur indique que le père « assure le paiement de l'ensemble des charges et dépenses financières » de son fils. Or, la preuve du paiement de ces charges n'est pas produite et l'aide financière (voir les extraits de compte bancaire) dont le montant varie entre 66€ et 180€ s'étale sur une période trop courte (27/08/2014 au 31/10/2014) pour estimer qu'il y a une prise en charge effective par le Belge rejoint (et non pas ponctuelle).

Par ailleurs, le fait de résider à l'adresse de son père ne peut constituer en soi une preuve suffisante de la situation à charge de l'intéressé. Elle doit être complétée par d'autres éléments (voir ci-haut : preuve du paiement des charges et aides financières récurrentes).

En vertu de l'article 40ter de la loi du 15/12/1980, la demande de séjour est refusée.

En vertu de l'article 52, § 4, alinéa 5 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 mentionné ci-dessus, étant donné que le séjour de plus de 3 mois en tant que descendant à charge de Belge a été refusé à l'intéressé(e) et qu'il/elle n'est autorisé(e) ou admis(e) à séjourner à un autre titre, il lui est enjoint de quitter le territoire dans les 30 jours ».

2. Exposé des moyens.

2.1.1. Le requérant prend un premier moyen relatif à la décision de refus de séjour de plus de trois mois de la violation « d'une motivation adéquate des actes formelles prises par les autorités administratives et ce, au regard des articles 1, 2 et 3 et suivants de la loi du 29 juillet 1991, les articles 40 bis, 40ter et 62 de la loi du 15.12.1980 et le fait que l'Office des Etrangers a commis une erreur d'appréciation ».

2.1.2. Il mentionne avoir introduit une demande de carte de séjour en sa qualité de descendant d'un ressortissant belge sur la base des articles 40bis et 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980 et qu'à ce titre, il devait apporter la preuve qu'il est charge de la personne rejointe. A cet égard, il reproduit un extrait de l'arrêt n° 113.205 du 31 octobre 2013 relatif à la notion de personne à charge et conteste la motivation de la décision entreprise dans la mesure où il estime avoir apporté suffisamment de preuves de sa qualité de personne à charge de son père.

En effet, il rappelle avoir introduit une précédente demande de carte de séjour et énumère les différentes preuves d'envoi d'argent déposées à l'appui de celle-ci afin de soutenir que son père lui envoyait de l'argent lorsqu'il était au pays d'origine et qu'il n'avait pas de revenus au Maroc. Il relève également vivre chez ses parents et que son père paye ses charges courantes, en telle sorte qu'il est à charge de ce dernier.

En outre, il soutient que la motivation de la décision entreprise suivant laquelle « la preuve de la prise en charge effective du père n'est pas apportée et que les extraits de compte produits concernent une période

trop courte » ne peut être suivie dans la mesure où il ressort du dossier administratif qu'il est aidé par son père depuis 2008 et que les documents à cet égard ont été transmis à la partie défenderesse lors de sa précédente demande de carte de séjour. Dès lors, il considère que la partie défenderesse aurait dû tenir compte de ces documents transmis dans le cadre de sa précédente demande de carte de séjour et qu'en omettant de le faire, elle a porté atteinte à son obligation de motivation formelle. A cet égard, il reproduit un extrait de l'arrêt n° 112.860 du 25 octobre 2013.

En conclusion, il fait grief à la partie défenderesse d'avoir considéré que les preuves de prise en charge effective dans le chef de son père ne concernent qu'une période trop courte dans la mesure où il a introduit une précédente demande de carte de séjour à l'appui de laquelle il avait déposé de nombreuses preuves de prise en charge depuis 2008.

2.2.1. Il prend un second moyen relatif à l'ordre de quitter le territoire de la violation des « *articles 7, 8, 62, 74/13 de la loi du 15.12.1980* ».

2.2.2. Il reproduit l'article 74/13 de la loi précitée du 15 décembre 1980 et soutient qu'en vertu de cette disposition, la partie défenderesse devait prendre en considération sa situation personnelle. Or, il relève que l'ordre de quitter le territoire ne contient aucune motivation « *encore moins aucune motivation quant à une éventuelle atteinte disproportionnée au respect du droit à la vie privée et familiale* » alors qu'il vit avec ses parents et son frère en Belgique et que l'unité familiale n'est nullement contestée par la partie défenderesse.

En conclusion, il considère que l'ordre de quitter le territoire est inadéquatement motivé au regard de l'article 7 de la loi précitée du 15 décembre 1980 et reproduit des extraits des arrêts n° 116.000 du 19 décembre 2013 et n° 133.751 du 25 novembre 2014.

3. Examen des moyens.

3.1.1. En ce qui concerne le premier moyen, à titre liminaire, le Conseil rappelle que l'exposé d'un moyen de droit requiert non seulement de désigner la règle de droit qui serait violée, mais également la manière dont celle-ci aurait été violée par l'acte attaqué.

En l'espèce, le requérant n'expose pas en quoi l'acte attaqué serait constitutif d'une erreur d'appréciation. Il en résulte que le moyen est irrecevable en ce qu'il est pris de la violation de ce principe.

3.1.2. Pour le surplus, le Conseil relève que le requérant a sollicité le séjour en sa qualité de descendant d'un citoyen de l'Union européenne, sur la base de l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Le Conseil rappelle que la Cour de Justice de l'Union européenne a, dans son arrêt YUNYING JIA (Arrêt C-1/05 du 9 janvier 2007), précisé ce qu'il faut entendre par personne « *à charge* ». Il ressort dudit arrêt que : « (...) l'article 1er, §1, sous d) de la directive 73/148 doit être interprété en ce sens que l'on entend par « [être] à [leur] charge » le fait pour le membre de la famille d'un ressortissant communautaire établi dans un autre Etat membre au sens de l'article 43 CE, de nécessiter le soutien matériel de ce ressortissant ou de son conjoint afin de subvenir à ses besoins essentiels dans l'Etat d'origine ou de provenance de ce membre de la famille au moment où il demande à rejoindre ledit ressortissant. L'article 6, sous b), de la même directive doit être interprété en ce sens que la preuve de la nécessité d'un soutien matériel peut être faite par tout moyen approprié, alors que le seul engagement de prendre en charge ce même membre de la famille, émanant du ressortissant communautaire ou de son conjoint, peut ne pas être regardé comme établissant l'existence d'une situation de dépendance ».

La condition fixée à l'article 40bis, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, de la loi précitée, relative à la notion « *[être] à [leur] charge* » doit dès lors être comprise à la lumière de la jurisprudence précitée comme impliquant le fait d'avoir été à charge au pays d'origine ou de provenance avant de venir en Belgique.

3.1.3. L'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité n'implique nullement la réfutation détaillée de tous les arguments avancés par le requérant. Elle n'implique que l'obligation d'informer le

requérant des raisons qui ont déterminé l'acte attaqué, sous la réserve toutefois que la motivation réponde, fut-ce de façon implicite mais certaine, aux arguments essentiels de l'intéressé.

Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet.

Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité a pris en considération tous les éléments de la cause et a procédé à une appréciation largement admissible, pertinente et non déraisonnable des faits qui lui sont soumis.

3.1.4. En l'occurrence, le Conseil rappelle que, le requérant ayant sollicité un droit de séjour sur la base des articles 40bis et 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, il lui appartenait de démontrer, conformément à ces dispositions, qu'il était à charge de son père.

Le Conseil constate, à l'examen du dossier administratif, que si le requérant a produit, à l'appui de sa demande de carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union européenne, des documents en vue d'établir qu'il remplissait les conditions requises pour bénéficier du séjour demandé, il est, comme le relève la partie défenderesse dans la décision entreprise, manifestement resté en défaut de produire des preuves d'une prise en charge effective par le regroupant. En effet, il ressort du dossier administratif que le requérant a fourni des extraits de compte bancaire pour la période du 27 août 2014 au 31 octobre 2014 et une déclaration sur l'honneur de son père.

Or, la partie défenderesse a indiqué que « *l'intéressé ne démontre pas suffisamment être à charge de son père I.M.B.. Il produit une déclaration sur l'honneur (21/07/2014) de son père et des extraits de compte bancaire indiquant que son père lui a versé de l'argent. La déclaration sur l'honneur indique que le père « assure le paiement de l'ensemble des charges et dépenses financières » de son fils. Or, la preuve du paiement de ces charges n'est pas produite et l'aide financière (voir les extraits de compte bancaire) dont le montant varie entre 66€ et 180€ s'étale sur une période trop courte (27/08/2014 au 31/10/2014) pour estimer qu'il y a une prise en charge effective par le Belge rejoint (et non pas ponctuelle). Par ailleurs, le fait de résider à l'adresse de son père ne peut constituer en soi une preuve suffisante de la situation à charge de l'intéressé. Elle doit être complétée par d'autres éléments (voir ci-haut : preuve du paiement des charges et aides financières récurrentes) » , motivation qui n'est pas valablement contestée par le requérant.*

Dès lors, il ne peut être reproché à la partie défenderesse d'avoir adopté la décision entreprise. En effet, le requérant se contente de soutenir dans sa requête introductive d'instance que « *Il ressort donc ici également que l'Office des Etrangers ne peut indiquer que les preuves de prise en charge effective dans le chef du père du requérant ne concernent qu'une période trop courte à partir du moment où une première demande a été introduite par le requérant où déjà de nombreuses preuves de prise en charge ont été apportées et ce depuis 2008* » afin de démontrer qu'il remplit les conditions du séjour sollicité. En effet, force est de constater qu'il s'est abstenu de déposer les documents susceptibles d'établir sa qualité de personne à charge et ne peut, dès lors, faire grief à la partie défenderesse d'avoir adopté la décision entreprise.

Ainsi, le requérant a introduit une demande de carte de séjour en qualité de descendant et, à ce titre, il devait fournir la preuve qu'il était, avant l'introduction de ladite demande, à charge de la personne rejointe, à savoir son père, en telle sorte qu'il ne peut se limiter à soutenir avoir déposé des documents susceptibles d'établir sa qualité de personne à charge dans le cadre d'une précédente demande de carte de séjour. A cet égard, il convient de rappeler qu'il appartient au requérant de fournir à l'appui de sa nouvelle demande tous les éléments qu'il estime nécessaire afin de démontrer qu'il remplit les conditions requises afin de séjourner sur le territoire en tant que descendant d'un belge, *quod non in specie*.

Il convient également de relever que le dépôt des divers documents tendant à démontrer la qualité de personne à charge lors d'une précédente demande de carte de séjour ne peut nullement pallier à

l'absence de preuve d'une réelle dépendance, condition imposée par le prescrit légal applicable en la matière, tel que rappelé *supra*, lors de l'introduction d'une nouvelle demande.

Ainsi, il ne peut être fait grief à la partie défenderesse de ne pas avoir tenu compte des documents déposés par le requérant à l'appui d'une précédente demande dans la mesure où celle-ci s'est clôturée par une décision négative qu'il n'a pas contesté. S'il estimait pertinents les documents déposés à l'appui de la première demande pour étayer sa seconde demande, il lui appartenait de les annexer à sa nouvelle demande ou, à tout le moins, de s'y référer expressément.

Il en est d'autant plus ainsi que lors de l'introduction de sa nouvelle demande de carte de séjour en date du 8 janvier 2014, il lui a été demandé de produire « *Attestation, individualité, ECJ, relevé état civil, preuves à charge, revenus du papa, mutuelle, contrat de bail enregistré, 4 photos d'identité* ». Dès lors, il ne pouvait ignorer qu'il devait déposer tout document susceptible d'établir qu'il remplit les conditions du séjour sollicité.

En effet, selon l'article 40bis, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980, le descendant d'un citoyen de l'Union, âgé de plus de vingt et un ans, qui vient s'installer avec lui sur le territoire du Royaume, ne peut obtenir le droit d'y séjourner qu'à la condition d'être à sa charge. A cet égard, il convient de préciser que le fait que le requérant habite avec ses parents depuis son arrivée en Belgique ne permet nullement de le dispenser de remplir les conditions légales prévues par la disposition précitée. Dans la mesure où il a introduit une demande de carte de séjour en sa qualité de descendant d'un belge, il lui appartenait de s'assurer que, dans le cadre de cette nouvelle demande, la partie défenderesse était en possession de toutes les informations utiles afin de statuer en pleine connaissance de cause, en telle sorte que si il estimait, en raison de son parcours personnel, qu'il devait être présumé à charge de son père, il lui appartenait d'en informer la partie défenderesse avant la prise de la décision entreprise, *quod non in specie*.

Par ailleurs s'agissant du fait que le requérant soutient que son père paye ses charges courantes, il ressort du dossier administratif qu'il reste en défaut d'étayer ses dires par des éléments concrets, en telle sorte que la partie défenderesse a adéquatement et suffisamment motivé la décision entreprise.

Les jurisprudences invoquées ne permettent pas de remettre en cause le constat qui précède dans la mesure où le requérant est resté en défaut de démontrer la comparabilité de la situation invoquée à la sienne. En effet, il s'est limité à indiquer dans sa requête introductive d'instance que « *Le requérant rappellera que la notion de personne à charge du ressortissant belge rejoint a été interprétée par le Conseil du Contentieux des Etrangers dans un Arrêt du 31 octobre 2013 numéro 113.205* » et que « *le requérant fera état d'un Arrêt du Conseil du Contentieux des Etrangers du 25 octobre 2013 numéro 112.860 qui concerne un cas d'espèce plus ou moins similaire à celui du requérant et dont la motivation du Conseil du Contentieux des Etrangers peut être reproduite dans le cadre du présent cas d'espèce* », ce qui constitue une affirmation péremptoire qui ne saurait suffire à prouver la comparabilité des situations.

Partant, le premier moyen n'est pas fondé.

3.2.1. En ce qui concerne le second moyen relatif à l'ordre de quitter le territoire, le Conseil observe que lorsqu'un étranger introduit, en application de l'article 40ter de la loi précitée du 15 décembre 1980, une demande d'autorisation au séjour de plus de trois mois dans le Royaume, il revient à la partie défenderesse d'examiner si cet étranger réunit les conditions fixées par cette disposition. Si la partie défenderesse constate que tel n'est pas le cas, elle peut prendre une décision de refus de séjour de plus de trois mois à son égard. Le constat qu'un étranger ne dispose pas du droit de séjourner plus de trois mois dans le Royaume ou qu'il n'a pas démontré qu'il dispose d'un tel droit, n'entraîne pas automatiquement le constat que cet étranger séjourne de manière illégale dans le Royaume. Il est en effet possible qu'il y soit autorisé au séjour ou qu'il puisse y séjourner provisoirement pendant le traitement d'une autre demande (d'asile, pour raisons médicales,...). Lorsque la partie défenderesse constate qu'un étranger ne peut faire valoir aucun droit de séjour de plus de trois mois dans le Royaume, il lui revient encore d'examiner si celui-ci n'y séjourne pas également de manière illégale et, le cas échéant, procéder à la délivrance d'un ordre de quitter le territoire. Cet ordre peut uniquement être délivré sur la base de l'article 7 de la loi précitée du 15 décembre 1980. Une décision de refus de séjour de plus de trois mois et un ordre de quitter le territoire ont également des conséquences

juridiques différentes. La seule conséquence d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois est que l'étranger ne peut faire valoir aucun droit de séjour et retombera éventuellement dans sa situation de séjour antérieure. Un ordre de quitter le territoire a pour conséquence que l'étranger doit quitter le territoire belge et peut, le cas échéant, servir de base à une reconduite à la frontière de manière forcée et à une mesure administrative de privation de liberté.

Etant donné, d'une part, que la décision de refus de séjour de plus de trois mois et l'ordre de quitter le territoire requièrent une appréciation au regard de dispositions légales différentes et, partant, un examen et une base juridique distincts et, d'autre part, que ces décisions ont des conséquences juridiques distinctes, il doit en être conclu qu'il s'agit d'actes administratifs distincts, qui peuvent chacun être contestés sur une base propre devant le Conseil. Le fait que l'annulation éventuelle d'une décision de refus de séjour de plus de trois mois a pour effet que l'ordre de quitter le territoire, figurant dans le même acte de notification, devient caduc, n'énervé en rien le constat qui précède et permet seulement de conclure qu'il peut être indiqué pour l'étranger qui estime que la décision lui refusant le séjour a été prise illégalement, de contester les deux décisions. Le constat qu'un ordre de quitter le territoire n'a pas été pris conformément à la loi n'a par contre aucune conséquence sur la décision de refus de séjour figurant dans le même acte de notification. Il peut dès lors arriver que le Conseil constate que la délivrance d'un ordre de quitter le territoire a eu lieu en méconnaissance de la loi, sans que ce constat ait un impact sur la décision de refus de séjour qui a été notifiée à l'étranger par un même acte. L'annulation de cet ordre de quitter le territoire ne modifie en rien la nature ou la validité de cette décision de refus de séjour.

Les termes de l'article 52, § 4, alinéa 5, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, selon lesquels lorsque le ministre compétent ou son délégué ne reconnaît pas un droit de séjour, cette décision est notifiée à l'intéressé par la remise d'un « *document conforme au modèle figurant à l'annexe 20* », comportant, le cas échéant, un ordre de quitter le territoire, permettent uniquement de conclure que les deux décisions peuvent être notifiées par un seul et même acte. Il ne peut cependant être déduit de cette notification par un seul et même acte qu'il ne s'agit pas de deux décisions distinctes (dans le même sens : CE, 5 mars 2013, n° 222.740 ; CE, 10 octobre 2013, n° 225.056 ; CE, 12 novembre 2013, n° 225.455).

3.2.2. En l'occurrence, le requérant fait valoir une motivation insuffisante.

Les articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 disposent que les décisions administratives doivent être formellement motivées, que la motivation doit indiquer les considérations juridiques et factuelles qui fondent la décision et que cette motivation doit être adéquate.

Cette obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit, même lorsque la décision n'est pas contestée, permettre au destinataire de celle-ci de connaître les raisons sur lesquelles se fonde cette autorité, afin, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours. Le terme « *adéquate* » figurant dans l'article 3 de la loi précitée du 29 juillet 1991 implique que la motivation en droit et en fait doit être proportionnée à la portée de la décision prise.

Force est de constater que l'ordre de quitter le territoire visé n'est nullement motivé et, partant, n'indique pas les éléments de fait sur lesquels la partie défenderesse s'est fondée pour prendre une telle décision sur la base de l'article 7 de la loi du 15 décembre 1980. Ces éléments ne ressortent pas non plus de la motivation de la décision de refus de séjour de plus de trois mois, prise à l'égard du requérant.

Ainsi que rappelé ci-avant, le fait que la partie défenderesse a rejeté la demande d'admission au séjour du requérant ne permet pas d'en conclure automatiquement que celui-ci ne séjourne pas légalement dans le Royaume. Sans préjudice de la question de savoir si, conformément à l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 15 décembre 1980, l'ordre de quitter le territoire « *pouvait* » ou « *devait* » être pris, la partie défenderesse devait en tout état de cause respecter son obligation de motivation formelle des actes administratifs. Ce n'est d'ailleurs que par le respect de cette obligation qu'il peut être constaté si la décision est prise en vertu d'une compétence discrétionnaire ou non.

L'argument du requérant selon lequel la partie défenderesse a, en ce qui concerne l'ordre de quitter le territoire délivré, manqué à son obligation de motivation, peut dès lors être suivi.

3.2.3. Cet aspect du second moyen relatif à l'ordre de quitter le territoire est, dans la mesure susmentionnée, fondé.

4. Au vu de ce qui précède, il convient de mettre les dépens du recours à la charge de la partie défenderesse.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}.

L'ordre de quitter le territoire pris le 3 février 2015 est annulé.

Article 2.

Le recours est rejeté pour le surplus.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de cent septante cinq euros, sont mis à charge de la partie défenderesse

.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-trois juin deux mille quinze par :

M. P. HARMEL,
Mme S. MESKENS,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,
greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. MESKENS.

P. HARMEL.